



ARRÊTÉ prescrivant la modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Bagnols

Le Maire de la Commune de Bagnols,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et L.153-37 ;

Vu le schéma de cohérence territoriale SCoT Beaujolais approuvé en 2009 et modifié en 2019 ;

VU le plan local d'urbanisme approuvé le 12 novembre 2015 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de faire évoluer certaines dispositions de l'orientation d'aménagement et de programmation de la zone UB du quartier du Plan ;

CONSIDÉRANT QUE la modification simplifiée envisagée du plan local d'urbanisme a pour objet, en accord avec le Plan d'aménagement et de développement durables, de permettre un phasage de l'opération et de l'aménagement d'ensemble afin de mieux maîtriser la croissance démographique, d'assurer un développement modéré correspondant au niveau d'équipement de la commune, d'assurer le renouvellement des générations et de pérenniser les équipements publics, notamment l'école publique communale ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît utile d'adapter le PLU sur ce point ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'est pas de nature à :

- changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD),
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels,
- comporter une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

CONSIDÉRANT que cette modification peut être mise en œuvre sous la forme simplifiée dans la mesure où elle n'a pour effet de :

- majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'ensemble des règles du plan,
- diminuer les possibilités de construire,
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun ;

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative du maire ;

CONSIDÉRANT que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU pendant une durée de 1 mois en mairie de Bagnols, conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme ;

ARRÊTE

Article 1 : La procédure de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Bagnols est engagée.

Article 2 : Le projet de modification simplifiée vise à modifier l'orientation d'aménagement et de programmation de la zone UB du quartier du Plan en permettant le phasage de l'opération et de l'aménagement d'ensemble.

Article 3 : Le dossier de modification simplifiée du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées au code de l'urbanisme, avant sa mise à disposition au public.

Article 4 : Le dossier de modification simplifiée, comportant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par le Préfet et les PPA, fera l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités qui seront arrêtées par délibération du conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition.

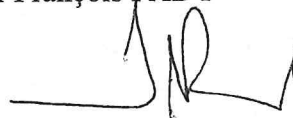
Article 5 : A l'issue de la mise à disposition prévue à l'article 4 ci-dessus, le maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée ;

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de Bagnols pendant un délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet du Rhône.

Fait à Bagnols, le 03/06/2021

Le Maire,
Jean-François FADY



Délais et voies de recours : le présent arrêté peut être contesté :

- Soit en saisissant le Tribunal Administratif de LYON d'un recours contentieux dans les deux mois suivant la date de la dernière formalité le rendant exécutoire ;
- Soit par recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse du Maire (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

